



OBSERVATOIRE géopolitique de l'Indo-Pacifique

APRÈS ANTIBES, L'INDO-PACIFIQUE : LE PROCHAIN CHANTIER FRANCO-ITALIEN

Paco Milhiet / Docteur en géographie politique et auteur du livre
Géopolitique de l'Indo-Pacifique : Enjeux internationaux, perspectives françaises (Éditions Le Cavalier Bleu)

Emanuele Ballestracci / Chercheur associé au Torino World Affairs
Institute (T.wai) et consultant indépendant

Août 2026



PRÉSENTATION DES AUTEURS



Paco Milhiet / Docteur en géographie politique et auteur du livre *Géopolitique de l'Indo-Pacifique : Enjeux internationaux, perspectives françaises* (Éditions Le Cavalier Bleu)



Emanuele Ballestracci / Chercheur associé au Torino World Affairs Institute (T.wai) et consultant indépendant

PRÉSENTATION DE L'OBSERVATOIRE

L'Observatoire géopolitique de l'Indo-Pacifique de l'IRIS a pour ambition de constituer une plateforme visible et référencée afin d'accueillir toutes les contributions et les lectures provenant de différentes parties de l'Indo-Pacifique et de disciplines diverses. Elle offre un lieu de production d'analyses et de débats, mais aussi une bibliothèque thématique sur un espace dont la pertinence commence à peine à être discutée.

Cet observatoire est dirigé par **Marianne Peron-Doise**, directrice de recherche à l'IRIS, et s'inscrit dans le cadre du Programme Asie-Pacifique.



PROGRAMME
ASIE-PACIFIQUE

Par son poids économique, démographique et la persistance d'une multitude de défis politiques, stratégiques et sécuritaires, l'Asie-Pacifique fait l'objet de toutes les attentions. Le programme Asie-Pacifique de l'IRIS et son réseau de chercheurs reconnu à l'échelle nationale et internationale se donnent pour objectif de décrypter les grandes dynamiques régionales, tout en analysant de manière précise les différents pays qui la composent et les enjeux auxquels ils sont confrontés.

Les champs d'intervention de ce programme sont multiples : animation du débat stratégique ; réalisation d'études, rapports et notes de consultance ; organisation de conférences, colloques, séminaires ; formation sur mesure.

Ce programme est dirigé par **Marianne Peron-Doise**, directrice de recherche à l'IRIS, et **Emmanuel Lincot**, directeur de recherche à l'IRIS et professeur à l'Institut catholique de Paris.

Le 25 juin 2026, Emmanuel Macron et Giorgia Meloni se sont retrouvés à Antibes, sur la côte méditerranéenne, à l'occasion du 36^e sommet franco-italien. Organisée dans le cadre du traité du Quirinal, signé en 2021 pour approfondir la coopération bilatérale, cette réunion intergouvernementale a mobilisé les principaux ministères des deux pays. Le sommet a débouché sur plusieurs résultats concrets : une nouvelle feuille de route de défense pour la période 2026-2031, des avancées en matière de défense aérienne, de nucléaire civil et de coopération spatiale, ainsi qu'une coordination renforcée sur l'immigration, les enjeux méditerranéens et la lutte contre la criminalité organisée¹. Dans un contexte géopolitique marqué par la guerre en Ukraine, les tensions au Moyen-Orient et une politique étrangère américaine incertaine, Paris et Rome ont voulu démontrer la solidité retrouvée de leur relation.

Un dossier manquait pourtant à l'appel : l'Indo-Pacifique. Cette omission interroge, à l'heure où la région est devenue le principal centre de gravité de l'économie mondiale et l'un des foyers majeurs de la compétition stratégique internationale. La temporalité du sommet s'y prêtait pourtant : la France a actualisé sa doctrine en 2025² ; l'Italie y accroît sa présence diplomatique et navale³ ; l'Union européenne tente, depuis 2021, d'y donner davantage de cohérence à son action.

Faut-il y voir une simple hiérarchie des urgences ? Sans doute. Les enjeux transfrontaliers, méditerranéens et transatlantiques mobilisent naturellement l'essentiel de l'agenda politique bilatéral. Mais cette explication ne suffit pas. De nombreux sujets transverses affectent largement les deux régions : sécurité des routes maritimes, accès aux technologies critiques, résilience des chaînes d'approvisionnement, transition énergétique et rivalités normatives relient plus que jamais les deux espaces.

Une coopération franco-italienne dans l'Indo-Pacifique ne se substituerait ni aux stratégies nationales ni à celle de l'Union. Elle pourrait en revanche servir de lien entre ces différents échelons. La France apporte une présence souveraine, diplomatique et militaire ; l'Italie, une puissance industrielle et navale avec une volonté affichée de lier la Méditerranée à l'océan Indien. Ces différences ne sont pas un obstacle, elles sont le point de départ d'un partenariat utile.

¹Présidence de la République, *Déclaration conjointe franco-italienne*, (25 juin 2026), <https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2026/06/25/declaration-conjointe-franco-italienne>.

²Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, *La stratégie française dans l'Indo-Pacifique*, (2025), https://www.diplomatie.gouv.fr/files/files/france_s_indo-pacific_strategy_2025_cle04bb17.pdf.

³Ballestracci, E. « Italy's silent engagement in the Indo-Pacific », *S. Rajaratnam School of International Studies*, 5 août 2025, <https://rsis.edu.sg/rsis-publication/rsis/italys-silent-engagement-in-the-indo-pacific/>.

FRANCE-ITALIE, UNE INTERDÉPENDANCE STRUCTURELLE

Entre la France et l'Italie, la proximité n'a jamais empêché les frictions. Les deux pays partagent près de 500 kilomètres de frontière, des économies étroitement imbriquées et des industries stratégiques interdépendantes⁴. En 2025, leurs échanges de biens ont dépassé 100 milliards d'euros. Les entreprises françaises emploient quelque 340 000 personnes en Italie ; les groupes italiens, environ 100 000 en France⁵. Cette densité ne fait pas disparaître la concurrence. Elle rend en revanche tout découplage aussi coûteux qu'improbable.

Les désaccords sont connus : politique migratoire, compétition industrielle, perspective d'un déploiement de troupes en Ukraine, entre autres⁶. La relation entre Emmanuel Macron et Giorgia Meloni a elle-même connu des épisodes de tension publique. Symbole s'il en est, le sommet d'Antibes a été le premier sommet intergouvernemental franco-italien depuis février 2020, alors même que le traité du Quirinal prévoit la tenue d'une rencontre annuelle. Mais réduire le face-à-face franco-italien à ces accrochages serait trompeur. Depuis des décennies, les alternances politiques bousculent la relation sans remettre en cause ce qui la fonde : une interdépendance économique, humaine et stratégique.

Le traité du Quirinal est né de ce constat. Signé à Rome en novembre 2021 par Emmanuel Macron et Mario Draghi, il prévoit des consultations régulières entre les dirigeants, les ministères et les administrations. L'objectif est moins de fabriquer artificiellement un « couple » franco-italien que de donner de la continuité à une relation trop souvent soumise aux humeurs politiques. Paris et Rome cherchent ainsi à rapprocher leurs positions avant les grands arbitrages européens⁷. Le traité fournit donc une méthode : se parler en amont, identifier les convergences et circonscrire les différends. Il ne contourne pas l'Union européenne (UE) ; il vise au contraire à permettre aux deux pays d'y peser davantage. Cette architecture bilatérale n'efface pas les désaccords, mais elle évite qu'ils dictent seuls l'agenda⁸.

⁴Secchi, E., « Italie-France : repenser les liens pour un destin commun », *Conflits*, 26 mai 2025, <https://www.revueconflits.com/italie-france-repenser-les-liens-pour-un-destin-commun/>.

⁵Direction générale du Trésor, *Relations économiques bilatérales France-Italie*, (19 mars 2025), <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/IT/france-et-italie-une-relation-economique-bilaterale-forte>.

⁶Darnis, J.-P., « Les relations franco-italiennes au temps de Giorgia Meloni », *The Conversation*, 20 juin 2025, <https://theconversation.com/les-relations-franco-italiennes-au-temps-de-giorgia-meloni-257933>.

⁷Alcaro, R., « The Italy-France Treaty is an example of wise diplomacy », *Instituto Affari Internazionali*, 2021, <https://www.iai.it/sites/default/files/iaicom2163.pdf>.

⁸Coratella, T., « The Quirinal Treaty: How France and Italy can promote environmental action and European sovereignty », *European Council on Foreign Relations*, 10 décembre 2021, <https://ecfr.eu/article/the-quirinal-treaty-how-france-and-italy-can-promote-environmental-action-and-european-sovereignty/>.

Le sommet d'Antibes a illustré ce pragmatisme et ouvert de nouveaux chantiers de coopération dans la défense aérienne et antimissile, les capacités spatiales et les technologies critiques, le nucléaire civil, la sécurité maritime et la lutte contre les trafics. L'ensemble est considérable et touche à la fois aux moyens militaires, à la base industrielle et à la résilience des deux pays.

Pourtant, cette dynamique ne doit pas s'arrêter aux frontières de l'Europe. Une part décisive des flux commerciaux, énergétiques et numériques transite par la région Indo-Pacifique⁹. Les crises qui y surviennent affectent directement les ports, les usines et les consommateurs européens. Inscrire la région à l'agenda franco-italien ne disperserait donc pas l'effort engagé à Antibes, mais en prolongerait les priorités de résilience, de souveraineté industrielle et de liberté de circulation dans un espace devenu central.

L'INDO-PACIFIQUE, RÉVÉLATEUR DES LIMITES EUROPÉENNES

Géographiquement, l'Indo-Pacifique désigne un vaste ensemble maritime et continental qui relie les océans Indien et Pacifique et leurs États riverains. Dans son acception la plus large, cet espace couvre donc près de 235 millions de kilomètres carrés, soit 64 % de la surface des océans, et concentre près de 6 milliards d'habitants. Mais l'Indo-Pacifique est surtout une construction stratégique qui traduit et redéfinit les rapports de force entre les acteurs de la région et les puissances extérieures¹⁰. Le terme est ancien¹¹, mais il a retrouvé une place centrale en 2007 sous l'impulsion du Premier ministre japonais Shinzō Abe¹². L'Inde, les États-Unis et l'Australie l'ont ensuite repris en l'adaptant à leurs propres priorités¹³.

La France a été le premier pays de l'UE à développer une stratégie indo-pacifique, en 2018. Son statut d'acteur résident repose sur des attributs concrets : des territoires sous souveraineté française dans les deux océans¹⁴, près de 1,8 million de citoyens, plus de 90 % de sa zone économique exclusive et environ 7 000 militaires prépositionnés. S'y ajoutent un

⁹Bondaz, A., & Desbonnets, M., « Fiche n° 8 : Coopération économique et entreprises, développer le commerce au service de la prospérité avec l'Indo-Pacifique », *Fondation pour la recherche stratégique*, 30 septembre 2023, <https://www.frstrategie.org/publications/fiches-indo-pacifique/n8-cooperation-economique-entreprises-developper-commerce-service-prosperte-avec-indo-pacifique-2023>.

¹⁰Saint-Mézard, I., « Géopolitique de l'Indo-Pacifique », *Presses Universitaires de France*, 2022.

¹¹Medcalf, R., « La Chine et l'Indo-Pacifique : multipolarité, solidarité et patience stratégique », *Revue Défense Nationale*, n° 811(6), (2018) : 79–87, <https://doi.org/10.3917/rdna.811.0079>.

¹²Abe, S., « *Confluence of the Two Seas [Discours au Parlement de la République de l'Inde]* », *Ministry of Foreign Affairs of Japan*, 22 août 2007, <https://www.mofa.go.jp/region/asia-paci/pmv0708/speech-2.html>.

¹³Gyngell, A., « To each their own "Indo-Pacific" », *East Asia Forum*, 23 mai 2018, <https://eastasiaforum.org/2018/05/23/to-each-their-own-indo-pacific/>.

¹⁴Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, *La stratégie française dans l'Indo-Pacifique*, (2025), https://www.diplomatie.gouv.fr/files/files/france_s_indo-pacific_strategy_2025_cle04bb17.pdf.

réseau diplomatique dense, des accords de défense et une capacité de projection navale à longue distance. Ces atouts donnent à Paris une légitimité particulière, mais aussi des responsabilités de protection et de partenariat.

L'Indo-Pacifique s'est ensuite imposé dans plusieurs capitales européennes. En 2020, l'Allemagne et les Pays-Bas ont publié leurs propres documents. Le Royaume-Uni, l'Italie, la République tchèque, la Lituanie et la Suède ont suivi. Avec la France, huit États européens ont ainsi formalisé une approche de la région. Ce foisonnement traduit un intérêt réel, mais il révèle aussi des priorités différentes : le commerce pour certains, la sécurité pour d'autres, la diplomatie pour beaucoup¹⁵. Chaque État membre suit donc souvent sa propre voie. Pour les partenaires de la région, cette dispersion brouille les priorités de l'Europe et affaiblit sa crédibilité¹⁶.

À l'échelle de l'Union, Paris et plusieurs partenaires ont poussé à l'adoption d'une stratégie commune. Chose faite en septembre 2021, avec l'adoption d'une stratégie conjointe par la Commission et le Haut représentant de l'Union¹⁷. Cette stratégie fixe sept priorités : la prospérité durable, la transition verte, la gouvernance des océans et du numérique, la connectivité, la sécurité et la défense, ainsi que la sécurité humaine¹⁸. En février 2022, un premier forum ministériel organisé à Paris a réuni les États membres et leurs partenaires indopacifiques afin de lancer des projets concrets dans ces domaines¹⁹. En octobre 2025, le Conseil de l'UE a resserré l'agenda autour de la sécurité et de la défense, des transitions verte et numérique et de la sécurité économique. Il a ainsi confirmé que l'Indo-Pacifique restait une priorité malgré la guerre en Ukraine et les crises au Moyen-Orient²⁰.

Le problème n'est donc plus l'absence de doctrine, mais sa mise en œuvre. Dans l'Indo-Pacifique, l'Europe parle encore à plusieurs voix. Les États membres n'accordent pas la même importance aux différents sous-ensembles de la région et ne portent pas le même regard sur certains acteurs incontournables, en premier lieu la Chine. La guerre en Ukraine absorbe par ailleurs une grande part des budgets, des équipements et de l'attention politique. L'UE reste

¹⁵Abbondanza, G., & Grgić, G. (dir.), « Europe's Indo-Pacific pivot: Navigating new horizons », *Palgrave Macmillan*, 2025, <https://www.research-collection.ethz.ch/server/api/core/bitstreams/e85fdcf5-2420-4787-bab1-84efca1896d8/content>.

¹⁶Mardell, J., « Europe's Indo-Pacific security gap: A new dataset on the EU coordination deficit », *Heinrich-Böll-Stiftung European Union*, 2026.

¹⁷Service européen pour l'action extérieure, « *EU-Indo Pacific Strategy*, (20 novembre 2025), https://www.eeas.europa.eu/eeas/eu-indo-pacific-strategy_en.

¹⁸Service européen pour l'action extérieure, *EU strategy for cooperation in the Indo-Pacific*, (2021), https://www.eeas.europa.eu/eeas/eu-strategy-cooperation-indo-pacific_en.

¹⁹Grare, F., « Will and intent: The Paris ministerial forum on the Indo-Pacific », *European Council on Foreign Relations*, 28 février 2022, <https://ecfr.eu/article/will-and-intent-the-paris-ministerial-forum-on-the-indo-pacific/>.

²⁰Conseil de l'Union européenne, *EU strategy for cooperation in the Indo-Pacific: Council approves conclusions*, (20 octobre 2025), <https://www.consilium.europa.eu/en/press/press-releases/2025/10/20/eu-strategy-for-cooperation-in-the-indo-pacific-council-approves-conclusions/>.

une puissance commerciale et normative, mais son engagement opérationnel demeure limité. Les déploiements sont ponctuels, peu coordonnés, dépendent largement de la volonté des États membres et restent, en cas de crise majeure, tributaires des infrastructures logistiques américaines²¹. Souvent, ce décalage alimente l'image d'un partenaire utile, mais inconstant²². Enfin, les industries européennes sont parfois en concurrence dans la région, notamment sur les marchés d'exportation d'armements, ce qui brouille la lisibilité des priorités stratégiques de l'Europe et affaiblit sa capacité à parler d'une seule voix.

Il serait donc irréaliste d'attendre l'unanimité des 27 avant d'agir. Des coopérations bilatérales ou menées par quelques pays peuvent mutualiser les moyens, tester des projets et installer une présence durable. Une initiative franco-italienne aurait cette fonction : donner un contenu concret à une stratégie européenne encore trop déclaratoire²³.

COMPLÉMENTARITÉS FRANCO-ITALIENNES

La France et l'Italie n'ont ni la même histoire ni les mêmes moyens dans l'Indo-Pacifique. Paris y exerce sa souveraineté et y maintient des forces permanentes. Rome, longtemps tournée vers la Méditerranée, s'engage progressivement dans l'océan Indien et en Asie. Cette différence peut devenir un atout : leurs moyens sont moins concurrents que complémentaires.

Les territoires français donnent accès à une vaste zone économique exclusive et permettent le maintien d'un dispositif permanent. La France combine forces prépositionnées, réseau diplomatique, aide au développement, recherche, coopération culturelle et partenariats de défense. Sa valeur ajoutée réside dans la coordination de ces différents instruments. Cette présence ancienne ne suffit toutefois pas à convaincre les partenaires de la région. La crédibilité de Paris dépend de sa capacité à nouer des relations d'égal à égal et à associer pleinement les collectivités ultramarines à sa politique indopacifique²⁴.

²¹« More or less? European defence engagement in the Indo-Pacific in the second Trump administration », *International Institute for Strategic Studies*, 2025, https://www.iiss.org/globalassets/media-library---content--migration/files/research-papers/2025/06/european-defence-engagement-in-the-indo-pacific/iiss_european-defence-engagement-in-the-indo-pacific_062025.pdf.

²²Tan, E., & Lin, J., « Engaging Southeast Asia: The EU's role as a resilient and reliable middle power? », *ISEAS Perspective*, n° 41, (2024), <https://sealionplus.iseas.edu.sg/nodes/view/92976>.

²³Conley Tyler, M., & Vu, M., « The Translator: "Like-minded countries" », *The Interpreter*, *Lowy Institute*, 11 avril 2024, <https://www.lowyinstitute.org/the-interpreter/translator-minded-countries>.

²⁴Bondaz, A., & Desbonnets, M. « Fiche n° 1 : Territoires ultramarins, renforcer la souveraineté et l'intégration régionale en Indo-Pacifique », *Fondation pour la recherche stratégique*, 31 juillet 2023, <https://www.frstrategie.org/publications/fiches-indo-pacifique/n1-territoires-ultramarins-renforcer-souverainete-integration-regionale-indo-pacifique-2023>.

L'Italie ne possède ni territoire ni force permanente dans la région. Son économie dépend pourtant des routes maritimes qui relient la Méditerranée à l'océan Indien et à l'Asie orientale. Ses entreprises sont actives dans le naval, l'aéronautique, le spatial, l'énergie et les infrastructures. Rome inscrit cette ouverture dans la notion de « Méditerranée élargie », un *continuum* stratégique qui va du bassin méditerranéen à l'océan Indien²⁵. L'engagement italien progresse sans grand discours, mais avec une régularité croissante²⁶. En 2022, Rome a publié une contribution à la stratégie européenne pour l'Indo-Pacifique, sans aller jusqu'à adopter une stratégie nationale autonome²⁷. En mars 2025, la Chambre des députés a achevé un cycle de plus de quarante auditions sur la présence de l'Italie et de l'Europe dans la région²⁸. Une ligne se dessine : priorité aux leviers économiques et industriels, ancrage européen et présence navale plus affirmée.

La campagne du groupe aéronaval italien autour du Cavour, en 2024, a marqué un changement d'échelle. Pour la première fois, Rome a déployé dans la région un dispositif complet, avec des exercices, des escales et des coopérations avec les marines partenaires²⁹. Quelques mois plus tard, la mission française Clemenceau 25 a suivi une logique comparable. Avec le Royaume-Uni, la France et l'Italie forment le cercle restreint des pays européens capables de projeter un groupe aéronaval loin de leurs bases. Ces campagnes offrent un socle concret pour coordonner les escales, le soutien logistique, les exercices et la connaissance du domaine maritime³⁰.

Cette coopération pourrait s'appuyer sur des acquis concrets. Les opérations européennes Atalanta, dans l'océan Indien occidental, et Aspides, en mer Rouge, offrent déjà un cadre de coopération navale contre la piraterie et pour la protection du trafic maritime³¹. Les liens industriels sont tout aussi denses : Naviris réunit Fincantieri et Naval Group dans le naval ; Eurosam associe les branches française et italienne de MBDA à Thales dans la défense

²⁵Patalano, A., « Italy: The globally connected Mediterranean power? », *Royal United Services Institute*, 1 août 2024, <https://www.rusi.org/explore-our-research/publications/commentary/italy-globally-connected-mediterranean-power>.

²⁶Ballestracci, E., « Italy's silent engagement in the Indo-Pacific », *S. Rajaratnam School of International Studies*, 5 août 2025, <https://rsis.edu.sg/rsis-publication/rsis/italys-silent-engagement-in-the-indo-pacific/>.

²⁷Ministero degli Affari Esteri e della Cooperazione Internazionale, *Contributo italiano alla strategia europea per l'Indo-Pacifico*, (2022), <https://www.esteri.it/wp-content/uploads/2022/03/Gennaio-2022.pdf>.

²⁸Stampa Parlamento, *Commissione esteri : presentazione del documento finale dell'indagine conoscitiva sulla proiezione dell'Italia e dei Paesi europei nell'Indo-Pacifico*, (20 mars 2025), <https://www.stampaparlamento.it/2025/03/20/commissione-esteri-oggi-presentazione-del-documento-finale-dellindagine-conoscitiva-sulle-tematiche-relative-alla-proiezione-dellitalia-e-dei-paesi-europei-nellindo-pacifico/>.

²⁹Marina Militare, *Welcome back Italian Carrier Strike Group*, (6 novembre 2024), https://www.marina.difesa.it/EN/Conosciamoci/notizie/Pagine/20241107_welcome_italian_carrier_strike_group.aspx.

³⁰« Coming of age: European defence engagement in the Indo-Pacific », *International Institute for Strategic Studies*, 22 mai 2024, <https://www.iiss.org/online-analysis/online-analysis/2024/05/coming-of-age-european-defence-engagement-in-the-indo-pacific/>.

³¹European Union Naval Force, *EUNAVFOR Operation Atalanta*, (2025), <https://eunavfor.eu/> ; European Union Naval Force *EUNAVFOR ASPIDES* (s. d.), https://www.eeas.europa.eu/eunavfor-aspides_en?s=410381.

aérienne et antimissile ; le spatial s'organise enfin autour de Thales Alenia Space et Telespazio, réunies dans le cadre de la Space Alliance. Les convergences politiques existent déjà pour avancer : liberté de navigation, respect du droit international, diversification des partenariats et résilience des chaînes d'approvisionnement.

Cette complémentarité plaide pour une coopération ciblée. L'Asie du Sud-Est y serait le terrain d'application le plus naturel.

L'ASEAN COMME POINT D'ANCRAGE

En Asie du Sud-Est, la France et l'Italie défendent toutes deux le multilatéralisme régional. Elles soutiennent la centralité de l'ASEAN dans l'architecture indopacifique et souhaitent renforcer leurs liens avec l'organisation. Cette ambition s'inscrit dans un cadre déjà établi : en décembre 2020, l'Union européenne et l'ASEAN ont élevé leur relation au rang de partenariat stratégique³².

Une coopération plus étroite entre les deux ensembles réduit aussi leur exposition aux pressions exercées par la Chine ou les États-Unis. Elle favorise un cadre multilatéral plus équilibré. Dans cette perspective, la « coalition des indépendants » défendue par Emmanuel Macron au Dialogue du Shangri-La en 2025 pourrait, à terme, donner corps à une « voie euro-ASEAN » durable, fondée sur l'autonomie stratégique³³.

Cette convergence multilatérale s'appuie sur un rapprochement bilatéral avec plusieurs États membres de l'ASEAN. Côté italien, les visites de haut niveau se sont multipliées. En 2024, le Premier ministre thaïlandais de l'époque, Srettha Thavisin, s'est rendu à Rome³⁴. Quelques semaines plus tard, le président singapourien Tharman Shanmugaratnam a fait de même³⁵. En 2025, la visite du Premier ministre malaisien Anwar Ibrahim a marqué une nette accélération des relations entre l'Italie et la Malaisie³⁶. Côté français, Emmanuel Macron s'est déplacé dans quatre capitales d'Asie du Sud-Est depuis le début de son second mandat :

³²Service européen pour l'action extérieure, *EU and ASEAN elevate relations to a Strategic Partnership*, (1er décembre 2020), https://www.eeas.europa.eu/eeas/eu-and-asean-elevate-relations-strategic-partnership_and_en.

³³Présidence de la République, *Discours du président de la République au Dialogue du Shangri-La à Singapour*, (30 mai 2025), <https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2025/05/30/visite-detat-a-singapour>.

³⁴Ministry of Foreign Affairs, Kingdom of Thailand, *Prime Minister discusses with President of the Council of Ministers of Italy, leading government, and business executives during official visit to Italy* (22 mai 2024), <https://mfa.go.th/en/content/pm-official-visit-to-italy-2567-2?page=5d5bd3da15e39c306002aaf9&menu=5d5bd3da15e39c306002aafa>.

³⁵Ministry of Foreign Affairs, Singapore, *Official visits of President Tharman Shanmugaratnam to the Italian Republic and the Republic of Estonia, 24 to 26 June 2024* (19 juin 2024), <https://www.mfa.gov.sg/newsroom/press-statements-transcripts-and-photos/president-visits-italy-and-estonia-19-jun-2024/>.

³⁶Ballestracci, E., « Italy–Malaysia relations: A cornerstone of Rome's Indo-Pacific engagement », *9DASHLINE*, 10 septembre 2025, <https://www.9dashline.com/article/italymalaysia-relations-a-cornerstone-of-romes-indo-pacific-engagement>.

Bangkok, à l'occasion du sommet de la Coopération économique pour l'Asie-Pacifique (APEC) en 2022³⁷, puis Hanoï, Jakarta et Singapour lors de sa tournée régionale de 2025³⁸. Il est attendu au Cambodge en novembre 2026 pour le sommet de la Francophonie, et visitera probablement une autre capitale sud-est asiatique³⁹.

Concrètement, une initiative franco-italienne pourrait se concentrer sur deux domaines prioritaires. Le premier concernerait la coopération maritime : surveillance, sauvetage, lutte contre les pollutions, protection des infrastructures critiques et réponse aux catastrophes. Des formations communes destinées aux agences civiles et aux garde-côtes permettraient de combiner l'expérience opérationnelle française dans l'Indo-Pacifique avec les capacités navales et de protection civile italiennes. Le second porterait sur la connectivité et les transitions verte et numérique. En inscrivant leurs offres dans *Global Gateway*, la stratégie européenne de financement d'infrastructures durables dans les pays partenaires, Paris et Rome pourraient proposer des projets plus crédibles, mieux financés et plus visibles en Asie du Sud-Est.

Un dialogue franco-italien structuré permettrait donc de rendre l'action européenne plus cohérente. Paris et Rome pourraient coordonner leurs positions, rapprocher leurs priorités de développement et transformer leurs relations parallèles avec l'ASEAN en projets communs. Leur voix porterait davantage dans une région où la dispersion des initiatives européennes affaiblit encore l'ambition de l'Union.

³⁷Ministry of Foreign Affairs, Kingdom of Thailand, *President of the French Republic's visit to Thailand as APEC's Guest of the Chair* (14 novembre 2022), <https://mfa.go.th/en/content/apecfrance141165?page=5d5bd3da15e39c306002aaf9&menu=5d5bd3cb15e39c306002a9b0>

³⁸« Emmanuel Macron touts France as "reliable" partner for South-East Asia », *Institut français des relations internationales*, 26 mai 2025, <https://www.ifri.org/en/media-external-article/emmanuel-macron-touts-france-reliable-partner-south-east-asia>.

³⁹Ferry, R., « Le 14 juillet à l'ambassade de France au Cambodge », *Le Petit Journal*, 15 juillet 2026, <https://lepetitjournal.com/cambodge/le-14-juillet-ambassade-de-france-au-cambodge-448815>.

CONCLUSION : ÉTENDRE LE CADRE DU QUIRINAL À L'INDO-PACIFIQUE

Le sommet d'Antibes a fait progresser la coopération franco-italienne dans les secteurs de la défense, de l'énergie et du spatial, ainsi que sur les enjeux transfrontaliers et méditerranéens. L'angle mort indopacifique doit désormais être comblé. La région concentre des intérêts économiques, technologiques et sécuritaires trop importants pour rester à l'écart d'une relation qui entend renforcer la capacité d'action européenne.

La France et l'Italie disposent pour cela d'atouts complémentaires : deux marines capables d'opérer loin de leurs bases, des industries stratégiques imbriquées, des priorités compatibles et des relations bilatérales développées. La présence souveraine française et l'approche progressive, industrielle et méditerranéenne de l'Italie ne se confondent pas. Elles peuvent se renforcer.

Dans un premier temps, Paris et Rome pourraient inscrire un dialogue indopacifique annuel dans le cadre du traité du Quirinal. Fondé sur des objectifs limités et mesurables, et ouvert à d'autres partenaires, ce dialogue serait plus utile qu'une déclaration supplémentaire. Sans bouleverser les agendas nationaux, il permettrait d'intégrer durablement la région à l'agenda bilatéral et d'en faire un axe à part entière de la coopération franco-italienne.

Après Antibes, l'Indo-Pacifique doit devenir le prochain chantier franco-italien.

L'expertise stratégique en toute indépendance



PROGRAMME
ASIE-PACIFIQUE



2 bis, rue Mercœur - 75011 PARIS / France

+ 33 (0) 1 53 27 60 60

contact@iris-france.org

iris-france.org



L'IRIS, association reconnue d'utilité publique, est l'un des principaux think tanks français spécialisés sur les questions géopolitiques et stratégiques. Il est le seul à présenter la singularité de regrouper un centre de recherche et un lieu d'enseignement délivrant des diplômes, via son école IRIS Sup', ce modèle contribuant à son attractivité nationale et internationale.

L'IRIS est organisé autour de quatre pôles d'activité : la recherche, la publication, la formation et l'organisation d'événements.